

PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement
régularisation et agrandissement d'une ICPE « Thiévin et fils »
sur la commune de Vallons-de-l'Erdre (44)

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2018/SGAR/DREAL/765 du 30 novembre 2018 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2019-4002 relative à une régularisation et agrandissement d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) pour des activités de mécano-soudure et de peinture sur la commune de Vallons-de-l'Erdre, déposée par l'entreprise « Thiévin et fils » et considérée complète le 16 mai 2019 ;

Considérant que l'activité de l'entreprise « Thiévin et fils » consiste en des travaux de mécano-soudure et de peinture sur métaux ; que l'entreprise dispose d'installations annexes liées à son activité (combustion, manutention, gaz, compresseurs, refroidisseur, pneumatiques, poste électrique) ;

Considérant que le site du projet se trouve en zone industrielle et à l'écart des habitations ; qu'il n'est concerné directement par aucun zonage environnemental ou paysager d'inventaire ou de protection réglementaire ;

Considérant que l'extension des bâtiments porte sur une surface de 2 333 m², ce qui porterait la surface bâtie à 13 240 m² ; que l'extension est attenante aux bâtiments existants, essentiellement sur une zone déjà imperméabilisée ;

Considérant que les principaux impacts potentiels du projet sont les émissions de composés organiques volatiles (COV) par l'activité de peinture, les rejets atmosphériques et aqueux des

installations de nettoyage/dégraissage et de lavage, les émissions de bruit ainsi que le risque incendie lié notamment aux produits stockés (fioul, gaz, pneumatiques) ;

Considérant que le dossier précise que l'entreprise choisit ses peintures en limitant autant que possible la fraction solvantée et leurs potentiels toxiques ; que les rejets de COV sont canalisés à la source avec des extractions asservies au fonctionnement des lignes de peinture ; que les émissions de poussières de la grenailleuse sont captées à la source par un dispositif de dépoussiérage, les poussières étant récupérées dans des fûts éliminés en déchets ; que les mesures d'émission de COV effectuées à la demande de l'entreprise se sont révélées conformes à la réglementation ;

Considérant que les activités bruyantes (travail des métaux, grenailage, peinture, étuves, compresseurs) sont réalisées en intérieur pour limiter les émissions sonores ; que le trafic routier lié au projet est limité à 49 poids lourds par jour et 90 véhicules légers par jour maximum ; que le dossier précise que les mesures de bruit dans l'environnement effectuées à la demande de l'entreprise se sont révélées conformes à la réglementation ;

Considérant que les rejets d'eaux usées rejoignent le réseau d'eaux usées communal ;

Considérant que les eaux pluviales sont prétraitées sur site dans un séparateur d'hydrocarbures puis dirigées vers le réseau pluvial communal ; que des vannes permettent de confiner les eaux d'extinction incendie sur site ;

Considérant que le projet relève d'une procédure d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et, qu'à ce titre, l'étude d'incidences qui sera fournie au dossier est de nature à encadrer les enjeux soulevés ci-avant par le projet (émissions de COV, de rejets atmosphériques et aqueux, bruit lié aux activités industrielles et risque incendie) ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de régularisation et d'extension d'une ICPE de l'entreprise « Thiévin et fils » sur la commune de Vallons-de-l'Erdre, est dispensé d'étude d'impact

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise « Thiévin et fils » et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

17 JUIN 2019

Le directeur adjoint,



Philippe VIROULAUD

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr

